



N° CE : 62.427
Doc. parl. : n° 8671

LE CONSEIL D'ÉTAT,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés du 15 juillet 2026 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

Projet de loi
modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État en vue de la création de la fonction de directeur adjoint au sein de la direction du contrôle financier

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 15 juillet 2026 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 30 juin 2026 ;

s e d é c l a r e d ' a c c o r d

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 78, paragraphe 4, de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 12 votants, le 17 juillet 2026.

Pour le Secrétaire général,
L'Attaché,

s. Ben Segalla

Le Président,

s. Marc Thewes